



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota  
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito  
Semaine du 1<sup>er</sup> mai 2025

|                                                                                                                                                   |          |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| <b>ZOOM : ZONE – LES PREVISIONS DE CROISSANCE DU FMI POUR 2025.</b>                                                                               | <b>2</b> |
| <b>Bolivie</b>                                                                                                                                    | <b>3</b> |
| Augmentation du salaire minimum de 10%.                                                                                                           | 3        |
| <b>Colombie</b>                                                                                                                                   | <b>3</b> |
| Le FMI suspend l'accès à la ligne de crédit de la Colombie.                                                                                       | 3        |
| La Banque centrale baisse son taux directeur à 9,25 %.                                                                                            | 4        |
| Shell se retire de l'exploitation d'hydrocarbures en Colombie.                                                                                    | 4        |
| Les importations ont augmenté de 10,5 % en g.a. en février.                                                                                       | 4        |
| Fin de l'état d'urgence dans le Catatumbo, mais maintien des impôts spéciaux qui y sont associés.                                                 | 4        |
| <b>Equateur</b>                                                                                                                                   | <b>5</b> |
| En 2025, l'Equateur devra rembourser 5,8 Md\$ de dette.                                                                                           | 5        |
| Le président réélu Daniel Noboa se rend en visite en Europe et en Asie.                                                                           | 5        |
| <b>Guyana</b>                                                                                                                                     | <b>5</b> |
| Le Guyana renforce ses liens avec la Guyane française dans le domaine du numérique.                                                               | 5        |
| <b>Pérou</b>                                                                                                                                      | <b>5</b> |
| Le Conseil budgétaire alerte sur la situation budgétaire du Pérou.                                                                                | 5        |
| Le ministère de l'Economie et des Finances approuve la mise à jour du cadre stratégique de la réforme de la gestion financière du secteur public. | 6        |
| <b>Suriname</b>                                                                                                                                   | <b>6</b> |
| Staatsolie souhaite devenir un <i>leader</i> régional dans la production de pétrole et des énergies renouvelables.                                | 6        |
| Une entreprise émiratie prévoit un projet solaire à grande échelle au Suriname.                                                                   | 6        |
| <b>Venezuela</b>                                                                                                                                  | <b>6</b> |
| Proposition d'augmentation des droits de douane sur les pièces détachées automobiles.                                                             | 6        |
| Activité économique au T1 2025 : croissance ou déclin ?                                                                                           | 6        |
| Vitol intensifie ses achats de pétrole au Venezuela avant le 27 mai, date limite de la LG41B.                                                     | 7        |
| Quatre entreprises suspendent leurs activités dans des coentreprises avec PDVSA.                                                                  | 7        |
| Rencontre entre Delcy Rodríguez et le président de CNPC, Dai Houliang.                                                                            | 7        |

# Zoom : Zone – Les prévisions de croissance du FMI pour 2025.

Le Fonds Monétaire International a récemment publié son *World Economic Outlook*, rapport dans lequel l'Institution présente ses prévisions économiques à l'échelle mondiale. Intitulé « Un moment crucial dans un contexte de réorientations des politiques publiques », **le document annonce une dégradation des perspectives économiques, avec des prévisions de croissance mondiale pour 2025 revues à la baisse, de 3,3 % à 2,8 %**, notamment du fait de la détérioration du commerce international, des réorientations majeures de nombreux Etats, et de l'incertitude politique et économique grandissante. **Les projections de croissance sont de 2 % pour l'Amérique latine et Caraïbes, de 1,9 % pour les pays suivis par le SER de Bogota (Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou, Venezuela, Guyana et Suriname) et de 1,7 % pour les pays andins** (moyennes pondérées par les PIB). Ces chiffres comprennent cependant d'importantes disparités : alors que le Guyana devrait enregistrer la deuxième croissance la plus importante au monde (10,3 %), le Venezuela pourrait quant à lui enregistrer une baisse d'activité de -4 %.

**En Colombie, la croissance économique attendue en 2025 a été révisée à la baisse, de 3 % à 2,4 %**, et avec une projection de 2,6 % pour 2026. L'inflation devrait diminuer – plus lentement que prévu précédemment – pour atteindre 4,3 % en 2025, puis 3,6 % en 2026. La dette publique, après avoir dépassé les 60 % du PIB en 2024 (à 61,2 % du PIB), devrait se stabiliser autour de 59,9 % du PIB en 2025 et en 2026. Le déficit public (en % du PIB) devrait diminuer progressivement, passant de -4,7 % en 2024 à -4,4 % en 2025, puis à -3,3 % en 2026. Le FMI a récemment exprimé ses inquiétudes quant à la situation budgétaire de la Colombie (voir [nos précédentes brèves](#)).

**Les prévisions concernant le Pérou ont également été revues à la baisse, avec une croissance de 2,8 % prévue en 2025** (vs. 3,3 % lors des prévisions de janvier), et de 2,6 % en 2026. L'inflation, à 2,4 % en 2024, devrait diminuer à 1,7 % en 2025, avant de se stabiliser autour de 2 % à partir de 2026 (dans la cible de la Banque centrale de 2 %  $\pm$  1 pp). La dette publique devrait s'élever à 33,7 % du PIB en 2025, puis à 34,7 % en 2026 ; tandis que le déficit budgétaire devrait atteindre -2,5 % puis -2,3 % du PIB.

**L'Equateur a vu ses prévisions s'améliorer, avec une croissance prévue à 1,7 % en 2025** (légèrement supérieure à l'estimation précédente de 1,6 %) et à 2,1 % pour 2026. Cette révision traduit une stabilisation de l'économie après la récession de 2024, durant laquelle l'économie s'est contractée de -2 %. Cependant, malgré cette amélioration marginale, les projections du FMI demeurent plus prudentes que celles de la Banque centrale, qui anticipe une croissance de 2,8 %. Economie dollarisée l'inflation devrait rester basse, à 1,3 % en 2025 et 1,5 % en 2026.

**Concernant la Bolivie, il est prévu qu'elle enregistre une croissance de 1,1 % en 2025** et de 0,9 % en 2026. Le pays devrait également enregistrer l'un des taux d'inflation les plus élevés d'Amérique latine, à 15,1 %. La dette publique devrait atteindre 92,4 % du PIB en 2025 et en 2026. Ces projections contrastent fortement avec celle du gouvernement bolivien, qui prévoit une inflation de 7,5 %. Le gouvernement a d'ailleurs vivement critiqué les prévisions du FMI et de la Banque mondiale, soutenant qu'elles sous-estiment les performances économiques du pays, et que, par le passé, elles avaient souvent été inférieures à la croissance enregistrée.

**Concernant le Venezuela, les prévisions du FMI indiquent une récession de -4 % en 2025 (et de -5,5 % en 2026), et une inflation de 180 % en 2025** (et de 225 % en 2026). De plus, le commerce extérieur devrait enregistrer d'importantes baisses : -15,6 % d'importations et -8 % d'exportations en 2025 ; puis -12,7 % d'importations et -8,1 % d'exportations en 2026. Sur ces deux années, le solde commercial devrait être déficitaire (respectivement de -0,07 % et -0,5 % du PIB), après trois années consécutives d'excédents. Ces prévisions ont été contestées par le gouvernement vénézuélien, qui

soutient que le pays connaît une croissance depuis 16 trimestres consécutifs, et que le FMI « mène une guerre économique contre le Venezuela ». Pour mémoire, l'OFAC – agence du Trésor étatsunien qui applique des sanctions économiques et commerciales contre des entités étrangères ciblées – mettra fin aux licences accordées aux compagnies étrangères pour l'exportation de pétrole vénézuélien fin mai.

**Le Guyana devrait quant à lui enregistrer une croissance de 10,3 % en 2025** – la deuxième la plus importante au monde, après la Lybie. Cette croissance – en net ralentissement par rapport à 2024 et 2023 (43,6 % et 33,8 %, respectivement) sera majoritairement portée par les secteurs non-pétroliers (12,9 % pour les secteurs non-pétroliers, 9,5 % pour le secteur pétrolier). Les moindres prix du pétrole et l'arrivée d'un nouveau FPSO courant 2025 (dont la production additionnelle sera progressive, et prendra son plein effet en 2026) justifient la moindre contribution du secteur pétrolier à la croissance économique en 2025. La bonne dynamique du secteur non-pétrolier est un signe positif, alors que les autorités ont une stratégie de diversification de l'économie du pays, au-delà de l'économie pétrolière. L'inflation devrait augmenter à 3,6 % en 2025 (vs. 2,5 % en 2024) puis à 4,4 % en 2026.

Enfin, **le Suriname devrait enregistrer une croissance de 3,2 % en 2025**, et de 3,7 % en 2026, ainsi qu'une inflation de 8,7 % en 2025, puis de 7 % en 2026 (après 16,2 % en 2024). Le déficit budgétaire devrait continuer de diminuer, passant de -2,4 % du PIB en 2024 à -1,2 % en 2025, puis à -0,9 % en 2026. Il en serait de même de la dette publique qui devrait atteindre 86,6 % du PIB en 2025, puis 81,1 % en 2026. Pour mémoire, le Suriname devrait entrer dans l'ère pétrolière en 2028, avec la *first oil* du projet pétrolier *GranMorgu* exploité par TotalEnergies.

## Bolivie

### Augmentation du salaire minimum de 10%.

À l'issue de négociations avec la *Central Obrera Boliviana* (principal syndicat bolivien), **le président Luis Arce a annoncé une hausse de 10 % du salaire minimum national et de 5 % du salaire de base** (autre base salariale légale pour 2025). Il s'agit de l'ajustement le plus important depuis sept ans. Cette mesure devrait toucher 1,1 million de travailleurs et entraîner des dépenses supplémentaires à hauteur de 450 M\$ pour les secteurs public et privé.

Plusieurs analystes voient cette décision comme une mesure strictement politique, destinée à consolider le soutien que porte le secteur ouvrier formel au président, et à positionner ce dernier comme le candidat officiel de son parti pour les prochaines élections d'août 2025. De son côté, la Confédération des entrepreneurs privés de Bolivie a exprimé son rejet catégorique de cette mesure, qu'elle juge inopportune dans un contexte économique marqué par un ralentissement de la croissance, une forte inflation, et des déficits budgétaires persistants.

## Colombie

### Le FMI suspend l'accès à la ligne de crédit de la Colombie.

Le Fonds Monétaire International a récemment annoncé que **l'accès à la ligne de crédit de la Colombie était suspendu et serait réévalué en fonction des conclusions de l'Article IV du pays**. Cette ligne de crédit permettait à la Colombie d'avoir accès jusqu'à 8,1 Md\$ en cas d'urgence. Elle avait été renouvelée pour deux ans en avril 2024, sous condition d'une révision après un an, prévue pour évaluer le maintien des critères d'éligibilité. L'Article IV de la Colombie aurait déjà dû être publié, et ce retard inquiète les analystes. Selon eux, cette annonce est un message d'alerte pour les marchés financiers, dans un contexte économique mondial déjà très incertain, et traduit le fait que la Colombie pourrait ne pas avoir accès à ces ressources tant que le gouvernement n'aura pas présenté de plan budgétaire viable.



| Indicateurs                | Variation hebdomadaire | Variation en glissement annuel | Ce jour |
|----------------------------|------------------------|--------------------------------|---------|
| Bourse (COLCAP)            | -0,3%                  | 18,1%                          | 1637    |
| Change USD/COP             | -0,3%                  | 7,8%                           | 4222    |
| Change EUR/COP             | -0,8%                  | 13,9%                          | 4784    |
| Prix du baril (Brent, USD) | -5,8%                  | -19,2%                         | 63,12   |

## La Banque centrale baisse son taux directeur à 9,25 %.

Lors de sa réunion mensuelle, **le conseil d'administration de la Banque centrale a baissé son taux directeur de 25 pbs**, qui s'établit désormais à 9,25 %. Cette décision a été justifiée par le fait que l'inflation a poursuivi sa baisse (passant de 5,3 % en février à 5,1 % en mars), tandis que l'économie colombienne aurait enregistré une croissance de 2,5 % au T1 2025. L'institution a cependant indiqué conserver une posture prudente, de par un contexte externe marqué par des tensions commerciales, une volatilité accrue sur les marchés internationaux et un durcissement des conditions de financement.

## Shell se retire de l'exploitation d'hydrocarbures en Colombie.

L'entreprise pétrolière anglo-néerlandaise Shell a annoncé **vendre ses actifs d'exploration et production d'hydrocarbures offshore, où elle est partenaire d'Ecopetrol** (compagnie publique d'exploitation pétrolière colombienne) à hauteur de 50 %, sur plusieurs blocs de gaz. Cette décision serait notamment motivée par des volumes de gaz découverts inférieurs aux attentes. Toutefois, selon certains experts, l'insécurité dans des zones stratégiques, la dégradation des infrastructures et la lenteur des démarches administratives pourraient aussi avoir contribué à ce retrait.

**Ce désengagement fait suite au départ progressif de plusieurs autres compagnies pétrolières (BP, ConocoPhillips, Chevron, Repsol) ces dernières années.** Il suscite de profondes inquiétudes concernant l'avenir et le développement des ressources en gaz et en pétrole *offshore* alors que, en mars 2025, les investissements étrangers dans le secteur du pétrole et des mines ont chuté de 30 % en g.a. expliquant le recul des IDE ont de -26 % sur la période. Selon les analystes, ces chiffres traduiraient une perte croissante de confiance

des investisseurs, notamment dans le secteur des hydrocarbures.

## Les importations ont augmenté de 10,5 % en g.a. en février.

Les principales augmentations concernent les importations de combustibles et produits des industries extractives (+52 %) et le secteur agroalimentaire (+10 %). **Les principaux fournisseurs de la Colombie étaient la Chine (27 %) et les États-Unis (24 %).** Ainsi, en février, le déficit commercial du pays a augmenté pour atteindre 1,2 Md\$. Les importations ont cependant diminué de -3,8 % par rapport au mois précédent. Dans le même temps, **sur les deux premiers mois de l'année, les importations de gaz ont augmenté de 36 % en g.a.**, alors que la production nationale a atteint son niveau le plus bas depuis dix ans (à hauteur de 822 millions de pieds cubes par jour en moyenne).

## Fin de l'état d'urgence dans le Catatumbo, mais maintien des impôts spéciaux qui y sont associés.

L'état d'urgence mis en place dans le département du Catatumbo pour une durée de 90 jours a touché à sa fin, mais les trois impôts spéciaux instaurés par le gouvernement dans ce contexte sont maintenus et seront appliqués jusqu'au 31 décembre 2025. Pour rappel, ils concernaient les industries extractives (hydrocarbures et charbon, taxés à hauteur de 1 %), les timbres (taxés à hauteur de 1 %), et les jeux de chance et de hasard en ligne (taxés à hauteur de 19 %), l'activité dans ce secteur a par ailleurs enregistré une chute comprise entre 30 % et 50 % depuis la mise en place de ces taxes.

**Les deux premiers mois, ces impôts ont permis de collecter 26 M\$ (109 Md COP)**, soit un total nettement en dessous des prévisions du gouvernement qui espère collecter 251 M\$ (1100 Md COP) sur l'année, soit 64 M\$ (273 Md COP) par mois.

# Equateur

**En 2025, l'Equateur devra rembourser 5,8 Md\$ de dette.**

Ce montant comprend 2,3 Md\$ de dette interne et 3,5 Md\$ de dette externe (dont 1,1 Md\$ dus au FMI). Faute de revenus suffisants issus des impôts et du pétrole, ou de financements obtenus de la coopération internationale, le pays devra s'endetter à nouveau pour honorer ces échéances.

De plus, le gouvernement devra combler un déficit budgétaire qui pourrait dépasser 2,5 Md\$, dans un contexte où celui de 2024 s'est déjà élevé à 2,4 Md\$ et où les perspectives pour 2025 laissent présager une nouvelle détérioration du déficit budgétaire. Ainsi, **il est estimé que le gouvernement devra trouver des financements pour 7,9 Md\$ en 2025.**

**Le président réélu Daniel Noboa se rend en visite en Europe et en Asie.**

**Le président récemment réélu Daniel Noboa réalise en ce moment une série de visites en Europe et en Asie.** Il s'est d'abord rendu aux funérailles du pape François au Vatican, puis en Espagne où il a rencontré le roi et le président du gouvernement, Pedro Sanchez. Il prévoit également des escales aux Émirats Arabes Unis, pour y inaugurer une nouvelle ambassade, en Arabie Saoudite et en Israël, où il inaugurera le Centre de coopération en innovation Israélo-équatorien et discutera de coopération en matière de sécurité, d'agriculture et d'énergie. Le Royaume-Uni et la France font aussi partie de son itinéraire, avec des rencontres prévues avec des investisseurs, des institutions académiques et des entités économiques. Ces visites visent à **renforcer la position de l'Équateur sur la scène internationale, en attirant des investissements étrangers, en stimulant les exportations et en consolidant des alliances stratégiques** dans des domaines clés comme la sécurité, l'énergie et l'innovation technologique.

# Guyana

**Le Guyana renforce ses liens avec la Guyane française dans le domaine du numérique.**

**Le Premier ministre du Guyana a récemment accueilli une délégation de la Guyane française et de l'Union des télécommunications des Caraïbes (CTU)** pour renforcer la collaboration régionale dans les domaines de la transformation numérique, de l'innovation et de la cybersécurité. La réunion a porté sur le développement de la gouvernance numérique et des infrastructures, ainsi que sur le renforcement des politiques de cybersécurité et des capacités régionales. Le Premier ministre a réaffirmé l'engagement du Guyana à consolider ses partenariats avec ses partenaires régionaux dans le secteur numérique, notamment avec la Guyane française.

# Pérou

**Le Conseil budgétaire alerte sur la situation budgétaire du Pérou.**

Dans son avis sur le Cadre macroéconomique pluriannuel 2025-2028, **le Conseil budgétaire a indiqué juger crédible la projection de croissance pour 2024,** soutenue par une hausse des recettes fiscales. En mars 2025, elles ont augmenté de +20 % en g.a., en grande partie grâce à une forte hausse de l'impôt sur le revenu (+138 %). Toutefois, le Conseil budgétaire a estimé que les prévisions pour 2025 pourraient s'avérer trop optimistes, en raison d'un contexte international incertain et des conséquences des retraits exceptionnels des fonds de pensions et des comptes de compensation par temps de service. **Il a souligné la persistance de défis budgétaires et la baisse des fonds de stabilisation,** et a critiqué le fait que l'effort de consolidation budgétaire ait été reporté au prochain gouvernement, au détriment de la crédibilité budgétaire.

## Le ministère de l'Economie et des Finances approuve la mise à jour du cadre stratégique de la réforme de la gestion financière du secteur public.

Cette réforme vise à intégrer les recommandations de l'OCDE à la gestion financière du secteur public, notamment par le renforcement de la budgétisation descendante et par l'adoption obligatoire de la programmation pluriannuelle pour l'allocation des ressources publiques. Menée par le vice-ministre des Finances avec le soutien de la coopération suisse, elle devrait simplifier les processus et garantir une plus grande transparence dans la gestion des ressources publiques. Conformément à sa volonté d'aligner ses réformes aux standards de l'OCDE, le ministère de l'Economie accueillera une délégation de l'organisation au cours de la première semaine de mai.

Par ailleurs, le ministère de l'Economie et des Finances a récemment présenté la nouvelle loi générale sur les marchés publics, qui a pour objectif d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques.

## Suriname

### Staatsolie souhaite devenir un leader régional dans la production de pétrole et des énergies renouvelables.

La compagnie d'exploitation pétrolière publique du Suriname a annoncé que le projet *GranMorgu*, dans le bloc *offshore* 58, **devrait produire 220 000 bpj et pourrait générer jusqu'à 25 Md\$ au cours des deux prochaines décennies.** Staatsolie a une participation de 20 % dans le projet, qu'elle a financée en mars par une émission obligataire de 516 M\$ (voir [nos précédentes brèves](#)). Il est prévu qu'au moins dix puits soient forés au cours des deux prochaines années, en vue de commencer la production en 2028. Par ailleurs, la société se développe dans le domaine de l'énergie durable ; sa centrale hydroélectrique produit déjà 50 % de l'approvisionnement national en électricité, tandis qu'un autre projet d'énergie solaire de 30 mégawatts est en préparation.

## Une entreprise émiratie prévoit un projet solaire à grande échelle au Suriname.

Le président surinamais Chan Santokhi a assisté à la présentation d'un projet solaire proposé par la société Alpha Power Tech N.V., basée à Dubaï. **L'entreprise souhaite construire un parc solaire de 350 mégawatts (MW), desquels 40 MW seraient injectés directement dans le réseau national et 310 MW seraient stockés dans des batteries.** Le projet, qui nécessiterait environ 400 hectares, permettrait de réduire considérablement le coût de l'électricité dans le pays et de diminuer la dépendance du Suriname aux combustibles fossiles. Le président a salué cette initiative tout en appelant à une évaluation rigoureuse, tandis que Alpha Power Tech N.V. a exprimé son intention d'investir de manière significative dans l'infrastructure énergétique du Suriname.

## Venezuela

### Proposition d'augmentation des droits de douane sur les pièces détachées automobiles.

La Chambre des constructeurs automobiles vénézuéliens (Favenpa) a proposé d'augmenter les droits de douane sur les pièces automobiles importées de Chine, et ce afin de favoriser la production nationale. Le président de Favenpa a déclaré que, **en 2024, 78 % des importations de pièces détachées automobiles étaient d'origine chinoise.** Il a également indiqué que 20 % des pièces détachées automobiles commercialisées au Venezuela rentraient illégalement dans le pays depuis la frontière colombienne et que la Chine resterait la principale source de pièces de rechange automobiles légales comme de contrebande.

### Activité économique au T1 2025 : croissance ou déclin ?

**Le gouvernement vénézuélien a récemment soutenu que l'économie vénézuélienne avait cru de +4,5 % en g.a. sur le T1 2025** et enregistré une croissance sur 16 trimestres consécutifs. Cependant, la Banque centrale

du Venezuela (BCV) n'a pas publié de chiffres officiels du PIB depuis le T2 2024.

Pour l'Observatoire vénézuélien des finances (organisme d'études économiques indépendant), **l'activité économique aurait enregistré une baisse de -2,7 % sur la même période** en raison d'une contraction de -5 % du secteur non-pétrolier, que la croissance de +7,4 % du secteur pétrolier n'a pas pu compenser.

**Vitol intensifie ses achats de pétrole au Venezuela avant le 27 mai, date limite de la LG41B.**

Vitol (entreprise britannique de *trading* pétrolier) **devrait charger au moins 2,5 mbp vénézuélien en avril** – soit plus du double que le mois précédent – dans le cadre d'un accord signé en 2023. Outre l'achat de brut vénézuélien, Vitol approvisionne le pays en naphta lourd, un intrant essentiel pour fluidifier le pétrole vénézuélien et assurer le bon fonctionnement des puits.

**Quatre entreprises suspendent leurs activités dans des coentreprises avec PDVSA.**

Suite au durcissement des sanctions étatsuniennes à l'encontre du secteur pétrolier vénézuélien, quatre entreprises ont annoncé suspendre leurs activités au sein de *joint-ventures* avec la compagnie publique PDVSA :

- *A&B Oil & Gas*, qui prévoyait d'augmenter la production de l'entreprise mixte Petrororaima à 120 000 bpj en trois ans ;
- *J&F Invetimentos*, qui prévoyait de s'associer à Petromacareo pour opérer les puits du champ Junin 2 ;
- *Amos Global Energy*, qui envisageait l'achat des actifs de l'entreprise Sinopec sur la joint-venture Petroparia ;
- *Globalable Holding SL*, qui comptait s'associer à Petrocabimas.

**Rencontre entre Delcy Rodríguez et le président de CNPC, Dai Houliang.**

Lors de sa visite en Chine, la vice-présidente et ministre des Hydrocarbures Delcy Rodríguez s'est entretenue avec le président de la *China*

*National Petroleum Corporation* (CNPC), Dai Houliang, pour réviser les partenariats et les projets d'investissement liés à l'énergie.

L'objectif principal de cette rencontre aurait été de **remettre en place un cadre officiel pour les livraisons de PDVSA à la CNPC**, afin de contourner les circuits d'intermédiaires, les transbordements en haute mer et le recours aux raffineurs chinois. La Chine achèterait directement ou indirectement 55 % des exportations pétrolière Venezuela. Néanmoins, à la suite durcissement des sanctions visant le secteur pétrolier vénézuélien, le pays a cessé ses achats directs.

# Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

|           | Population (M) | PIB à prix courants* (Md USD) | Croissance du PIB (en % du PIB) |         | Compte courant (en % du PIB) | Dette publique brute (en % du PIB) | IDH (rang mondial) |                              | Inflation (%)                        |
|-----------|----------------|-------------------------------|---------------------------------|---------|------------------------------|------------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------------------------|
|           | 2024 p         | 2024 p                        | 2023                            | 2024 p. | 2024 p.                      | 2024 p.                            | 2022               | Variation par rapport à 2021 | Variation en fin de période, 2024 p. |
| Bolivie   | 12,3           | 48,2                          | 3,1                             | 1,6     | -5,4                         | 93,9                               | 120                | -2                           | 6                                    |
| Colombie  | 52,7           | 417,2                         | 0,6                             | 1,6     | -2,5                         | 55,8                               | 91                 | -3                           | 5,7                                  |
| Equateur  | 18,0           | 121,4                         | 2,3                             | 0,3     | 2,8                          | 56,5                               | 83                 | +12                          | 2,8                                  |
| Guyana    | 0,8            | 23                            | 33                              | 43,9    | 36,9                         | 25,5                               | 95                 | +13                          | 3,5                                  |
| Pérou     | 34,1           | 283,3                         | -0,55                           | 3,0     | 0,3                          | 34,2                               | 87                 | -3                           | 2,4                                  |
| Suriname  | 0,65           | 4,9                           | 2,1                             | 2,9     | 1,8                          | 85,7                               | 124                | -25                          | 12,7                                 |
| Venezuela | 26,5           | 106,3                         | 4,0                             | 3,0     | 2,2                          | n.a.                               | 119                | +1                           | 60,0                                 |
| Argentine | 47,2           | 604,4                         | -1,6                            | -3,5    | 0,6                          | 91,5                               | 48                 | -1                           | 139,7                                |
| Brésil    | 212,5          | 2 188,4                       | 2,9                             | 3       | -1,7                         | 87,6                               | 89                 | -2                           | 4,3                                  |
| Chili     | 20,1           | 328,7                         | 2,4                             | 0,2     | -2,3                         | 41                                 | 44                 | -2                           | 4,5                                  |
| Mexique   | 132,27         | 1 848,1                       | 3,2                             | 1,4     | 4,1                          | 57,7                               | 77                 | +9                           | 4,5                                  |

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

[jacques.robin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jacques.robin@dgtresor.gouv.fr), [sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr](mailto:sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : Madeleine AMIEL-JOURDAA, Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN, Carla SAEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)